

## 13.3 Dépense publique

En 2012, la part des **dépenses publiques** dans le PIB représente 56,6 %, en hausse de 0,7 point. Le **besoin de financement des administrations publiques** se réduit. Cette baisse provient essentiellement de l'État ; le solde des administrations de sécurité sociale s'améliore légèrement en 2012, alors que le déficit des administrations publiques locales se creuse. Au sein des dépenses des administrations publiques centrales, la hausse des consommations intermédiaires est notamment soutenue par les livraisons de matériel militaire. Les dépenses de personnel augmentent de 1,3 %. Les **prestations sociales** s'accroissent de 3,7 %, portées par le dynamisme des dépenses au titre de l'allocation aux adultes handicapés et des **pensions de retraite** et d'invalidité. Les dépenses d'investissement baissent pour la troisième année consécutive. Les remboursements d'intérêts diminuent, du fait notamment de taux courts très bas et de la baisse des taux longs. Enfin, la recapitalisation de Dexia coûte 2,6 milliards à l'État en 2012.

En 2012, le besoin de financement des **administrations publiques locales** atteint 3,1 milliards d'euros. Les dépenses de fonctionnement accélèrent, portées par les rémunérations, et les consommations intermédiaires poursuivent leur évolution. Les dépenses au titre des prestations et transferts sociaux restent dynamiques, notamment les prestations handicap, bien qu'en décélération, et le revenu de solidarité active. L'investisse-

ment croît au même rythme qu'en 2011, sous un effet de cycle traditionnel à l'approche des élections municipales de 2014.

Les dépenses des **administrations de sécurité sociale** croissent à un rythme légèrement plus faible qu'en 2011, confirmant ainsi le ralentissement observé depuis 2009. Néanmoins, certains postes accélèrent. Les prestations en espèces versées par la branche famille sont soutenues par la revalorisation de 25 % de l'allocation de rentrée scolaire de septembre 2012. Les prestations chômage sont en hausse (+ 5,2 %) en raison de la dégradation du marché du travail. À l'inverse, les prestations vieillesse versées par le régime général décèlent, principalement sous l'effet du recul de l'âge légal de départ en retraite avec la montée en charge de la réforme de 2010. Les mesures adoptées en 2012 pour les carrières longues ne sont entrées en vigueur qu'en novembre et n'ont guère d'effet dès 2012. Enfin, les dépenses d'assurance maladie sont maîtrisées, avec une exécution de l'**objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam)** inférieure d'un peu moins d'un milliard d'euros à la prévision.

En 2012, les dépenses totales des administrations publiques ont représenté 49,9 % du PIB dans la zone euro et 49,3 % du PIB dans l'Union européenne. Entre 2011 et 2012, le ratio des dépenses publiques a augmenté dans les deux zones. ■

### Définitions

**Administrations publiques** : ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des administrations publiques comprend les administrations publiques centrales, les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

**Administrations publiques centrales** : ensemble constitué par l'État et les Organismes divers d'administration centrale (ODAC).

**Dépenses publiques** : dépenses de l'ensemble des administrations publiques.

**Administrations de sécurité sociale, administrations publiques locales, autorisations d'engagement, capacité et besoin de financement, crédits de paiement, objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam), pension de retraite, prestations sociales (ou transferts sociaux)** : voir rubrique « définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « Projet de loi de finances pour 2014 – Les chiffres clés », ministère de l'Économie et des Finances, octobre 2013.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2013.
- « Les comptes des administrations publiques en 2012 », *Insee Première* n° 1446, mai 2013.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr), rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

## Principales dépenses par administrations publiques en 2012

	Adm. publiques centrales (y c. État)		État		Adm. publiques locales		Adm. de sécurité sociale		Adm. Publiques <sup>1</sup>	
	en Mds d'euros	2012/11 en %	en Mds d'euros	2012/11 en %	en Mds d'euros	2012/11 en %	en Mds d'euros	2012/11 en %	en Mds d'euros	2012/11 en %
Consommations intermédiaires <sup>2</sup>	36,7	4,9	25,3	7,4	51,3	3,9	26,1	3,2	114,0	4,1
Rémunérations des salariés	134,7	1,3	117,5	1,0	72,3	3,1	60,7	1,9	267,7	1,9
Intérêts <sup>2</sup>	44,0	-2,6	44,1	-2,5	3,3	-3,8	5,3	13,2	52,1	-1,0
Prestations sociales <sup>3</sup>	87,2	3,7	66,5	3,8	23,5	3,2	418,0	3,5	528,7	3,5
Formation brute de capital fixe	9,7	-3,9	4,9	-2,3	45,4	3,5	8,6	-1,3	63,7	1,7
<b>Ensemble des dépenses<sup>1</sup></b>	<b>453,1</b>	<b>1,8</b>	<b>421,2</b>	<b>1,6</b>	<b>242,5</b>	<b>3,1</b>	<b>549,0</b>	<b>3,2</b>	<b>1 151,3</b>	<b>2,9</b>

1. Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés si bien que la somme des dépenses (ou des recettes) des secteurs est supérieure à celle des APU dans leur ensemble.

2. Hors correction au titre des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) sur les intérêts versés.

3. En espèces ou en nature.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

## Différents postes de dépenses des administrations publiques

en milliards d'euros

	2011 (r)	2012		2011 (r)	2012
Consommations intermédiaires	109,6	114,0	Transferts sociaux en nature <sup>2</sup>	122,0	125,1
Rémunération des salariés	262,7	267,7	Subventions	29,5	30,5
dont cotisations sociales imputées	39,1	40,6	Transferts courants	64,9	66,7
Impôts sur la production	9,5	9,6	Transferts en capital	14,5	17,5
Revenus de la propriété autres que les intérêts	0,1	0,1	<b>Prestations et autres transferts</b>	<b>619,7</b>	<b>643,4</b>
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	0,1	0,1	Formation brute de capital fixe	62,7	63,7
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	<b>382,0</b>	<b>391,6</b>	Autres acquisitions, nettes d'actifs non financiers	1,6	0,5
<b>Intérêts</b>	<b>52,6</b>	<b>52,1</b>	<b>Acquisitions nettes d'actifs non financiers</b>	<b>64,3</b>	<b>64,2</b>
Prestations sociales <sup>1</sup>	388,7	403,5	<b>Total des dépenses</b>	<b>1 118,5</b>	<b>1 151,3</b>

1. Autres que transferts sociaux en nature.

2. Transferts de biens et services marchands.

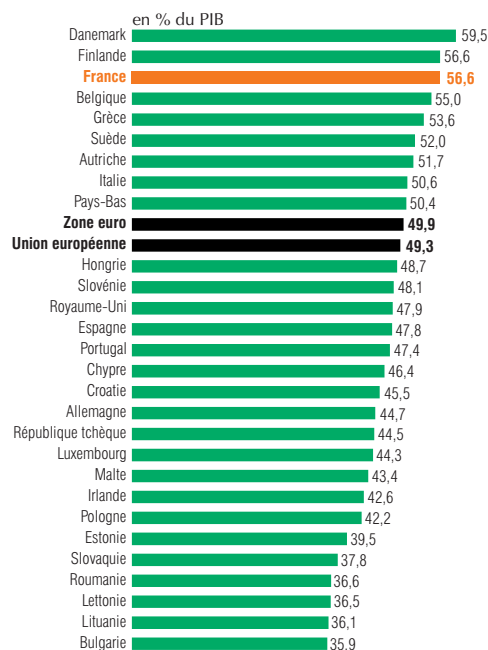
Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

## Répartition par mission des crédits du budget général en milliards d'euros

	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2013	2014	2013	2014
Action extérieure de l'État	3,0	2,9	3,0	3,0
Admin. générale et territoriale de l'État	2,5	2,8	5,6	2,7
Agriculture, alim., forêt et aff. rurales	3,3	3,0	3,4	3,2
Aide publique au développement	2,4	4,2	3,1	2,9
Anciens combattants, mémoire, liens avec la nation	3,1	3,0	3,1	3,0
Culture	2,6	2,6	2,6	2,6
Défense	38,7	42,0	38,2	39,0
Direction de l'action du Gouvernement	1,2	1,4	1,2	1,3
Écologie, dév. et aménagement durables	8,4	10,2	8,4	9,8
Égalité des territoires, logement et ville	8,1	8,3	8,0	8,1
Engagements financiers de l'État	49,6	47,6	56,2	50,9
Enseignement scolaire	64,1	65,1	64,0	64,9
Gestion des finances publiques et ress. humaines	11,7	11,7	11,7	11,5
Justice	7,3	7,6	7,7	7,8
Outre-mer	2,2	2,2	2,0	2,1
Recherche et enseignement supérieur	26,0	31,1	26,0	31,4
Régimes sociaux et de retraite	6,5	6,5	6,5	6,5
Relations avec les collectivités territoriales	2,6	2,6	2,6	2,6
Remboursements et dégrèvements	96,0	101,9	96,0	101,9
Santé	1,3	1,3	1,3	1,3
Sécurité	18,0	18,3	18,0	18,3
Solidarité, insertion et égalité des chances	13,4	13,8	13,4	13,8
Travail et emploi	12,4	12,3	10,3	11,1
Autres missions	6,5	8,1	3,3	7,8
<b>Totaux</b>	<b>390,9</b>	<b>410,5</b>	<b>395,4</b>	<b>407,4</b>

Sources : projets de loi de finances, états B.

## Dépenses des administrations publiques au sein de l'Union européenne en 2012



Source : Eurostat.